



PRÉFET D'INDRE-ET-LOIRE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Unité Territoriale d'Indre-et-Loire

Parçay-Meslay, le

10 AVR. 2012

Le Directeur régional

à

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire
Bureau de l'Aménagement du Territoire et de
l'Environnement
BP 3208
37925 TOURS CEDEX 9

Objet : Action nationale de recherche de substances dangereuses dans les rejets
aqueux
Société MICHELIN à Joué-Lès-Tours

RAPPORT
au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques

Le présent rapport s'inscrit dans le cadre de la poursuite de l'action pluriannuelle initiée en 2009 relative à la mise en œuvre de la 2^{ème} phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses dans les rejets des installations classées soumises à autorisation.

I. RAPPEL DES OBJECTIFS ET DU CONTEXTE REGLEMENTAIRE

La finalité de cette action consiste à réduire significativement, voire à supprimer les substances dangereuses (identifiées par la Directive Cadre sur l'eau (DCE) dans ses annexes IX et X) rejetées dans le milieu aquatique par les installations classées.

Il s'agit, pour les installations classées, de contribuer, à leur juste part, aux échéances de :

- 2015 (voire 2021 ou 2027 en cas de dérogation identifiée dans les SDAGE), pour atteindre l'objectif de bon état chimique et écologique et respecter le principe de non-dégradation des masses d'eau superficielles, traduits dans les orientations des SDAGE approuvés fin 2009.
- 2021 (voire 2028 pour certaines substances), pour respecter les objectifs nationaux de réduction, voire de suppression, imposés par la DCE, qui sont également déclinés dans les SDAGE.

A cette fin, il convenait de mieux évaluer les flux de ces substances dangereuses rejetées par les installations classées les plus contributrices. L'outil approprié d'identification des contributeurs principaux dans le domaine des ICPE soumises à autorisation et à enregistrement, est le registre national des émissions polluantes mis en place au titre du protocole onusien EPRT (registre européen des rejets et des transferts de polluants). La déclaration annuelle des émissions polluantes

constitue en effet un outil précis et objectif pour juger des actions de réduction à engager et pour déterminer, au besoin, les solutions de réduction, voire de suppression, à mettre en œuvre.

La circulaire du 5 janvier 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation et les notes complémentaires de la DGPR du 23 mars 2010 et du 27 avril 2011, définissent les modalités de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau.

La démarche a consisté et consiste à faire en sorte que les exploitants des établissements concernés :

- mettent en œuvre un programme de surveillance initiale des substances dangereuses représentatives du secteur d'activité (ou des substances pour lesquelles des dépassements de la norme de qualité du milieu ont été observés),
- fournissent un rapport de synthèse des analyses réalisées,
- mettent en place une surveillance pérenne des substances jugées pertinentes au vu des résultats de la surveillance initiale,
- réalisent un programme d'actions de réduction, voire de suppression ou, en cas d'impossibilité de mise en œuvre quasi-immédiate des solutions de réduction, voire de suppression, une étude technico-économique permettant d'établir les différentes voies de réduction envisageables.

A l'issue de la remise du rapport de synthèse de la surveillance initiale, les substances analysées ont été classées en 3 catégories à partir des critères définis dans la note du 27 avril 2011 précitée : substances dont la surveillance pourra être abandonnée, substances dont la surveillance pourra être maintenue et parmi ces dernières substances, celles pour lesquelles une réduction devra être envisagée.

Deux valeurs-seuils ont été considérées et :

- dans le cas d'un dépassement de la première valeur-seuil, la surveillance de la substance dans les rejets de l'établissement ne pourra pas être abandonnée. Cette substance devra alors faire l'objet d'une surveillance pérenne ;
- dans le cas d'un dépassement de la seconde valeur-seuil, cela signifie pour l'exploitant que le flux de la substance est tel que le seul établissement d'une déclaration annuelle d'émission ne peut pas être considéré comme une réponse suffisamment pertinente et appropriée dans le cadre des objectifs globaux de l'action nationale de réduction des émissions de cette substance. L'exploitant devra impérativement engager une réflexion approfondie et, le cas échéant, mener des investigations poussées sur les moyens à sa disposition pour réduire, voire supprimer les rejets de cette substance. Il devra donc proposer un programme d'actions et si besoin une étude technico-économique de réduction des émissions (dans un délai de 18 mois).

II. VERIFICATION DU RESPECT DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE SURVEILLANCE INITIALE ET APPLICATION DES CRITÈRES DE MAINTIEN EN SURVEILLANCE PÉRENNE

A partir des rapports de synthèse de la surveillance initiale transmis par l'exploitant, l'inspection des installations classées a procédé à :

- la vérification du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de surveillance initiale,
- l'application des critères de maintien des substances dangereuses en surveillance pérenne.

Les substances retenues sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

Établissement	Commune	Secteur d'activité	Substances devant faire l'objet d'une surveillance pérenne	Substances devant, en sus, faire l'objet d'un programme d'actions de réduction des émissions
MICHELIN	Joué-Lès-Tours	Fabrication de pneumatiques	Rejets usine : Zinc, octylphénols, Ethoxylate de nonylphénol NP10 et Ethoxylate de nonylphénol NP20E	Octylphénols, zinc
SOCCOIM VEOLIA PROPRETE	La Riche	Centre de tri de déchets non dangereux	Cuivre, Zinc	Cuivre, Zinc

III. PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

L'inspection des installations classées propose d'une part de pérenniser le suivi des substances indiquées dans le tableau ci-dessus et, d'autre part, de prescrire, dans un délai de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté complémentaire proposé :

- à l'exploitant de la société MICHELIN : la réalisation d'un programme d'actions de réduction des émissions d'octylphénols et de zinc et leurs composés ;
- à l'exploitant de la société SOCCOIM VEOLIA PROPRETE : la réalisation d'un programme d'actions de réduction des émissions de cuivre, zinc et leurs composés.

Deux projets d'arrêtés complémentaires sont joints en ce sens au présent rapport en annexe N°1 (société MICHELIN) et en annexe N°2 (société SOCCOIM VEOLIA PROPRETE). En application de l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, l'Inspection des Installations Classées soumet à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, ce projet, elle propose de donner un avis favorable.